



Budget 2027 : Austérité maximale Services publics à bout de souffle !!! Ils détruisent nos conquies, organisons la riposte...

Diminution des fonctionnaires, gels des salaires dans la fonction publique, gels des pensions, destruction de notre système de retraites par répartition, destruction de la sécurité sociale avec la hausse des franchises médicales et l'attaque sur les ALD, coupes budgétaires dans les services publics, destruction de l'éducation nationale, destruction de l'assurance-chômage...

Le budget Lecornu 2027 devrait reprendre tout l'esprit du budget Lecornu 2026 ! Maintenir le cap Macroniste jusqu'au bout du mandat : Continuer de nous faire avaler que ce serait « le coût du travail et des prestations sociales » qui ruinerait le pays, pour mieux masquer le coût réel :

Celui du Capital !

Les dividendes versés aux actionnaires, explosent, les aides versées aux entreprises sans contreparties ni contrôles se comptent par centaines de milliards et les exonérations de cotisations sociales s'amplifient !

En conséquence, il faut que chaque année, le budget soit toujours un peu plus destructeur pour nos conquies sociaux et notre classe ouvrière, au profit des intérêts du MEDEF, de la classe bourgeoise, mais aussi pour permettre de renforcer le complexe militaro-industriel, car on le sait, le Capital en crise a besoin de la guerre et la Macronie y travaille !

Lecornu et ses sbires y réfléchissent déjà :

Pour les collectivités territoriales, le gouvernement Lecornu évoque déjà une nouvelle demande de maîtrise de la dépense, avec une contribution attendue au redressement des comptes publics. Les éléments disponibles suggèrent un effort d'environ 5 milliards d'euros autour du budget 2027, même si les modalités exactes restent à arbitrer.

Une nouvelle contribution budgétaire des communes, intercommunalités, départements et régions au budget de l'État. Continuer à aller vers un effort demandé aux collectivités en 2027, dans la continuité de ce qui a déjà été fait pour 2025 et 2026.

Sur le plan de la santé, le gouvernement remet les couverts sur le déremboursement partiel ou la révision du statut des ALD pour le budget 2027, avec :

La fin du remboursement à 100% pour certains médicaments jugés de faible service médical rendu (SMR) : des décrets récents prévoient que, pour certains produits, le taux passera du 100% au taux standard (15%) à partir de l'automne 2026, et cette logique devrait être étendue en 2027.

Restriction du périmètre des prises en charge au titre de l'ALD : l'idée est de ne rembourser à 100% que les soins et médicaments directement liés à la pathologie reconnue, excluant les prescriptions « hors ALD » qui ont été parfois intégrées de façon extensive.

Pour l'assurance chômage, le budget 2027 proposera une énième pression sur les règles de l'indemnisation, avec un nouveau durcissement sur les règles d'ouvertures ou de durée d'indemnisation.

Sur les retraites, il est débattu une nouvelle sous-indexation des pensions ou un gel partiel avec une reprise du débat sur l'âge légal de départ et la durée de cotisation. En clair, ce budget devrait servir de pont vers une relance du débat pour une nouvelle réforme des retraites proposées par les candidats des clans du Capital et de la bourgeoisie aux élections présidentielles de 2027.

Les syndicats CGT de la Ville de Paris réaffirment leurs revendications sur la question des retraites, des traitements, de la santé et du service public :

- Le financement de la retraite doit impérativement rester basé sur la solidarité et sur le système de la répartition, avec l'abrogation des contre-réformes des retraites Sarkozy – Macron/Borne – Touraine...
- Retraite à taux plein à 60 ans maximum pour tous, 55 ans pour la catégorie active et 50 ans pour la catégorie insalubre avec bonifications pour ces deux catégories, après 37,5 années de cotisations, pour un montant garanti de 75% du traitement budgétaire calculé sur l'indice des 6 derniers mois d'activité ;
- L'arrêt de la décote et de la surcote ;
- La revalorisation des pensions et la remise en place de la péréquation ;
- L'augmentation des salaires par la valeur du point d'indice portée à 6.5 euros ;
- L'amélioration de toutes les grilles indiciaires spécifiques et l'augmentation indemnitaire pour tous les agents de la collectivité ;
- Le plein emploi au statut à la Ville de Paris pour renforcer un service public de qualité et notre caisse de retraite la CNRACL, avec l'arrêt immédiat de la précarisation comme mode de recrutement ;
- L'arrêt de toutes les coupes budgétaires de fonctionnement, des suppressions de postes et des privatisations à la Ville de Paris ;
- Le maintien de l'APS annuelle pour les agents de la Ville de Paris, décorrélé de la santé et revalorisé ;
- Le maintien à 100% de la rémunération pour les agents en Congés Maladie ;
- L'abrogation de toutes les contre-réformes de l'assurance-chômage, de la loi de transformation de la fonction publique, de la loi El Khomri (casse du code du travail) ...
- La réduction du temps de travail avec la mise en place des 32H00 hebdomadaire.

Poursuivons et renforçons notre front uni des travailleuses et travailleurs de la Ville de Paris. Face à l'austérité aux suppressions de moyens et au mépris organisé des besoins des usagers, multiplions les journées mortes dans les services publics parisiens pour démontrer que sans nous, rien ne fonctionne !

Ensemble, faisons de chaque mobilisation un point d'appui pour construire un rapport de force durable pour nos conditions de travail et l'avenir du service public...

Les syndicats CGT du Comité de la Ville de Paris réuniront à la rentrée l'ensemble des personnels de la Ville de Paris, en assemblée générale le vendredi 25 septembre 2026 à la Bourse du travail centrale (République).

Salle: Grande Croizat de 09H à 13H, pour débattre et construire un calendrier de lutte à l'offensive pour de nouveaux conquies sociaux...

